

Annonces légales

Autres légales

7342979001 - DL

AVIS DE SAISINE
DE LÉGATAIRE
UNIVERSEL

DÉLAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil

Article 1378-1

Code de procédure civile

Loi n° 2016-1547

du 18 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 17 janvier 2008, Mme Geneviève Madeleine Esther TEURQUETIL, en son vivant traitée, demeurant à Vauréal (95490) 73, rue des Groues, née à La Garenne-Colombes (92250) le 9 mars 1945, célibataire, ayant conclu avec Mme Agnès Danielle Michelle Lucienne RABILLER un pacte civil de solidarité sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par Me Nicolas MARQUETTE, notaire à Pontoise, le 17 janvier 2008, décédée à Vauréal (95490) le 2 juillet 2023, a consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Me Nicolas MARQUETTE, notaire, membre de la société civile professionnelle « Nicolas MARQUETTE et Eddy ROULLEAUX, notaires, associés d'une société civile et professionnelle titulaire d'un office notarial à la résidence de Pontoise (Val d'Oise) 5, rue Séré Depoin », le 11 septembre 2023, et un acte de contrôle de la saisine en date du 5 octobre 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Me Nicolas MARQUETTE, notaire à Pontoise (95300), référence CHPCEN : 95008, dans le mois suivant la réception par le greffe du Tribunal de grande instance de Pontoise de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour avis
Me Nicolas MARQUETTE.

Avis
administratifs

7343301301 - AA

Commune de
ROISSY-EN-FRANCEModification de droit
commun n° 4
du Plan local d'urbanisme
AVIS

Par arrêté en date du 9 octobre 2023, le maire de Roissy-en-France a décidé d'engager la procédure de modification de droit commun n° 4 du PLU.

Cet arrêté est visible en mairie où il sera affiché pendant un mois.

7342201701 - AA

Commune de DOMONT

Approbation de la révision
du Plan local d'urbanisme
(PLU)
et application
du Droit de préemption
urbain renforcé (DPU)
AVIS

Le public est informé que par délibérations du 28 septembre 2023, le conseil municipal de Domont a approuvé la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) puis l'application du Droit de Préemption Urbain renforcé (DPU) sur les zones urbaines et à urbaniser de son nouveau PLU. La cartographie représentant le périmètre d'application du DPU est annexée au dossier de PLU.

Les délibérations d'approbation de la révision du PLU et d'application du DPU renforcé sont affichées au siège de la mairie de Domont pendant 1 mois.

Le dossier de PLU devenu exécutoire après la réalisation de l'ensemble des mesures de publicité prévues aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, à l'Hôtel de Ville de Domont, 47, rue de la Mairie, 95330 Domont.

7342578401 - AA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité
Préfecture du Val-d'Oise
Direction départementale des territoires

Communes de VILLIERS-LE-BEL et ECOUEN

Réhabilitation paysagère et environnement
du Mont Griffard

RAPPEL - AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Avis d'ouverture d'enquête préalable à la DUP et parcellaire conjointe, au bénéfice de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF), concernant le projet de réhabilitation paysagère et environnementale du Mont Griffard sur les communes de Villiers-le-Bel et Ecouen.

Par arrêté préfectoral N° 2023-17436, il sera procédé du lundi 9 octobre 2023 à 8 h 00 au lundi 23 octobre 2023 à 17 h 30 inclus, soit pendant 15 jours consécutifs, à une enquête préalable à la DUP et parcellaire conjointe relative au projet de réhabilitation paysagère et environnementale du Mont Griffard sur les communes de Villiers-le-Bel et Ecouen.

Le siège de l'enquête est fixé au siège de la Communauté d'Agglomération de Roissy Pays de France (CARPF), 6 bis, rue Charles-de-Gaulle, 95700 Roissy-en-France.

Le dossier d'enquête (préalable à la DUP et parcellaire) sera consultable sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante :

<https://www.val-doise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-du-territoire-et-construction/Urbanisme-Planification-Logement/Les-declarations-d-utilite-publique/DUP> et sur le site internet de la CARPF : <https://www.roissypaysdefrance.fr/vivre/cadre-de-vie/developpement-durable/le-mont-griffard>

Pendant toute la durée de l'enquête, un exemplaire du dossier d'enquête (préalable à la DUP et parcellaire) ainsi que des registres d'enquête, permettant à chacun d'y consigner ses observations dans le respect des mesures sanitaires en vigueur, seront déposés et mis à la disposition du public aux horaires habituels d'ouverture au public :

- au siège de la CARPF (01 34 29 03 06), à l'accueil, 6 bis, rue Charles-de-Gaulle, 95700 Roissy-En-France, du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30,

- à la mairie de Villiers-le-Bel : à l'accueil, 32, rue de la République, les lundis, mercredis, jeudis, vendredis de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30, les mardis de 13 h 30 à 17 h 30, les samedis de 9 h 00 à 12 h 00.

- à la mairie d'Ecouen : au service urbanisme de la mairie, 9 place de la Mairie, les lundis, mardis, mercredis, vendredis, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 00, les jeudis et samedis de 9 h 00 à 12 h 00.

Maurice FLOQUET, receveur divisionnaire des impôts en retraite, est nommé en qualité de commissaire enquêteur titulaire.

Claude ANDRY, directeur d'usine en retraite, est nommé en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Il se tiendra à la disposition du public avec le dossier d'enquête et un registre d'enquête lors des 4 permanences qu'il assurera aux lieux, jours et heures suivants :

- Mairie de Villiers-le-Bel : 32, rue de la République, 95400 Villiers-Le-Bel : au service urbanisme de la mairie, lundi 9 octobre 2023 de 14 h 30 à 17 h 30.

- Centre socio-culturel Boris-Vian : 4, rue Scribe, 95400 Villiers-Le-Bel, mercredi 11 octobre 2023 de 16 h 00 à 19 h 00.

- Mairie d'Ecouen : 9, place de la Mairie, 95440 Ecouen, samedi 21 octobre 2023 de 9 h 00 à 12 h 00.

- Mairie de Villiers-le-Bel : 32, rue de la République, 95400 Villiers-Le-Bel, au service urbanisme de la mairie, lundi 23 octobre 2023, de 14 h 30 à 17 h 30.

Les observations pourront également être adressées par écrit à l'attention personnelle du commissaire enquêteur, au siège de l'enquête, à l'adresse indiquée précédemment. Ces observations seront annexées au registre d'enquête sans délai.

La participation du public pourra également s'effectuer par voie électronique à l'adresse courriel suivante : enqueteurbiquemontgriffard@roissypaysdefrance.fr

Les courriers et courriels réceptionnés le lundi 23 octobre 2023 après 17 h 30, après la clôture de l'enquête, ne seront pas pris en compte.

Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois, à compter de la clôture de l'enquête préalable à la DUP et parcellaire conjointe, pour dresser le procès-verbal de l'opération et donner son avis sur l'emprise des ouvrages projetés.

Ces documents seront tenus à disposition du public, à réception et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la préfecture du Val-d'Oise ou pourront être consultés sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise :

<https://www.val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-et-construction/Urbanisme-Planification-Logement/Les-declarations-d-utilite-publique/DUP>

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication de ces pièces à la Communauté d'Agglomération de Roissy Pays de France (CARPF) ou à la préfecture du Val d'Oise (Direction départementale des Territoires - Service Urbanisme et Aménagement Durable - Pôle Aménagement Opérationnel).

Les personnes intéressées autres que les propriétaires, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes sont tenues de se faire connaître à l'exploitant dans un délai d'un mois, à défaut de quoi elles seront, en vertu des dispositions des articles L.311-1 à L.311-3 du code à l'expropriation pour cause d'utilité publique, déchues de tous droits à l'indemnité.

7342412301 - AA

République Française
Liberté - Égalité - Fraternité
Direction départementale des territoires

Mise en place des périmètres de protection du forage
FM3 situé à FONTENAY-EN-PARISIS sur les communes
de Fontenay-en-Parisis, Châtenay-en-France,
Mareil-en-France, Jagny-sous-Bois
et Epinay-Champlâtreux

RAPPEL - AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté N° 2023-17420 du 11 septembre 2023, une enquête publique est organisée sur les communes de Fontenay-en-Parisis, Châtenay-en-France, Mareil-en-France, Jagny-sous-Bois et Epinay-Champlâtreux du :

Jeudi 5 octobre 2023 au lundi 6 novembre 2023, 17 h 00, inclus

Cette enquête est préalable à la mise en place des périmètres de protection du forage FM3 situé à Fontenay-en-Parisis au profit du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) DAMONA, représentée par Mme Pauline ADAM, directrice du SMAEP DAMONA, en vue de :

1) la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux (article L. 215-13 du code de l'environnement) ;

2) l'instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d'utilité publique (article L. 1321-2 du code de la santé publique) ;

3) l'autorisation loi sur l'eau au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement (rubrique 1.1.2.0) : prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000m³/an ;

4) l'autorisation sanitaire d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine au titre des articles R. 1321-1 et suivants du code de la santé publique.

Le préfet du Val-d'Oise, est l'autorité compétente pour délivrer ou refuser, par arrêté préfectoral, les autorisations demandées.

Par décision N° E2300049/95, le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise a nommé M. Philippe ZELLER, ministre plénipotentiaire hors classe (R), en qualité de commissaire enquêteur en vue de conduire l'enquête publique unique, ainsi que Mme Valérie BERNARD, en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

M. ZELLER recevra le public en mairie de la commune de Fontenay-en-Parisis selon le calendrier suivant :

Jeudi 5 octobre 2023 de 9 h 00 à 12 h 00.

Samedi 14 octobre 2023 de 10 h 00 à 12 h 00.

Mercredi 25 octobre 2023 de 13 h 45 à 16 h 45.

Lundi 6 novembre 2023 de 13 h 45 à 16 h 45.

Pendant la durée de l'enquête publique, l'intégralité du dossier sera mise à la disposition du public, au siège de l'enquête, en mairie de Fontenay-en-Parisis, 10, place Stalingrad, 95190 Fontenay-en-Parisis.

Toute personne intéressée pourra en prendre connaissance aux jours et heures ouvrables de la mairie, formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet et y adresser toute correspondance au commissaire enquêteur.

Un accès gratuit à ce dossier sera garanti depuis un poste informatique installé en mairie.

Ce dossier sera également consultable à l'adresse suivante :

<https://www.val-doise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-et-nuisances/Eau/Consultations-du-public>

Conformément à l'article R123-21 du code de l'environnement, une copie des rapports et des conclusions des commissaires enquêteurs seront tenues à la disposition du public, pendant un an, à compter de la date de clôture de l'enquête, en mairie et ainsi que sur le site internet des services de l'Etat dans le Val-d'Oise à l'adresse suivante : <https://www.val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-et-nuisances/Eau/Consultations-du-public>

Le dossier sera également affiché dans les communes citées au moins 15 jours avant le début de l'enquête, soit dès le mercredi 20 septembre 2023 et devra le rester jusqu'à la fin de celle-ci, soit jusqu'au lundi 6 novembre 2023 inclus.

EP 23-543 / contact@publlegal.fr

ATTESTATION

Nous vous informons
que l'attestation de parution
est délivrée systématiquement par retour

MERCREDI 11 OCTOBRE 2023
actu.fr/la-gazette-du-val-d-oise/

44

AUVERS-SUR-OISE
VILLAGE D'ARTISTESÉtat d'abandon
de parcelles
AVIS

Par arrêté municipal n°2023-025 du 28 septembre 2023, il a été constaté l'état d'abandon (biens vacants et sans maître) des parcelles suivantes sur le territoire de la commune d'Auvers-sur-Oise au sens des articles L. 1123-1 à L. 1123-3 du code général des collectivités territoriales.

Parcelles cadastrées AM n° 337, AM n° 342, AO n° 241, AO n° 242, W n° 116, AH n° 345, AH n° 346, AB n° 370, AB n° 379, AB n° 502, AI n° 86, AI n° 156, AB n° 493, AD n° 993, AD n° 355, AD n° 345, AE n° 267, AE n° 1086 et AE n° 1088.

Propriétaire connu : M. Albert LAMBERT et son épouse Mme Hortense DEVAUX concernant les parcelles AM n° 337 et AM n° 342.

Propriétaire connu : Groupe FRANCE TERRE concernant les parcelles AE n° 267, AE n° 1086 et AE n° 1088.

Propriétaire inconnu : l'ensemble des parcelles restantes.

Cet arrêté peut être consulté en mairie dans les conditions suivantes : affichage en mairie et consultation sur le site internet <http://www.ville-auverssursoise.fr>

Fait à Auvers-sur-Oise,
le 5 octobre 2023.
Le Maire, Isabelle MEZIERES.

7341671501 - AA

VILLE d'ÉRAGNY

Modification du
Plan Local d'Urbanisme
AVIS

Par délibération en date du 28 septembre 2023, le Conseil municipal a approuvé la modification du Plan Local d'Urbanisme applicable au territoire de la commune.

La délibération est affichée en mairie et au centre technique municipal conformément aux articles R123-24 et R123-25 du Code de l'urbanisme.

Le dossier complet est à disposition du public aux heures habituelles d'ouverture, dans les locaux du Département Vie Urbaine et Développement Economique situés au 194, rue de l'Ambassadeur à Eragny ainsi que sur le site internet de la commune et le site Géoportail de l'urbanisme.

Annonces légales et judiciaires



MEDIALEX
Annonces Légales & Formalités

Faîtes-nous parvenir
vos annonces légales et judiciaires

Vie de société, fonds de commerce, enquête publique,
marché public, avis d'attribution, publication judiciaire,
vente judiciaire et autre annonce

www.medialex.frMail : annonces.legales@medialex.fr

Tél. : 02 99 26 42 00 - Fax : 0 820 309 009 (0,12€ TTC/mn)

Adresse postale : 10, rue du Breil - CS 56324
35063 Rennes cedex